

COMPTE RENDU

Rencontre entre M. Salah-Eddine Mezouar, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération avec le Foreign Secretary britannique, M. William Hague (Londres ; le 27 Novembre 2013)

PARTENARIAT BILATÉRAL :

- **M. Hague** a salué l'évolution significative de la coopération maroco-britannique, se référant au contexte de célébration des 800 ans d'échange diplomatique pour qualifier le Maroc comme «l'un des plus anciens partenaires du Royaume Uni avec lequel il existe une fondation solide sur laquelle bâtir de nouvelles opportunités communes».
 - Rappelant son engagement personnel de consolider le partenariat maroco-britannique, exprimé alors que son Parti était encore dans l'Opposition, M. Hague s'est félicité des avancées significatives enregistrées depuis et a exprimé les remerciements de son Gouvernement pour les efforts consentis par le Maroc dans ce sens, citant notamment la mise en œuvre effective du Mémorandum d'Entente pour les Extraditions avec Garanties (cas Taibi Bouazzaoui) et la réussite du 2ème Forum Arabe sur le Recouvrement des Avoirs (AFAR II) co-organisé par les Gouvernements marocain et britannique à Marrakech (26-28 Octobre 2013), comme autant d'exemples concrets de ce rapprochement sur des dossiers importants pour Londres.
 - Affirmant sa volonté de maintenir cette dynamique positive, M. Hague a réitéré l'engagement de son Département en faveur d'un rapprochement encore plus étroit, notamment dans le volet économique, mais aussi en continuant d'approfondir le dialogue politique sur des dossiers régionaux d'intérêt commun tels que le Processus de paix au Moyen Orient, la Syrie et la Libye, sur la base de notre collaboration réussie au niveau du Conseil de Sécurité de l'ONU et qu'il espère voir se poursuivre au sein du Conseil des droits de l'Homme à Genève.
- **M. Mezouar** a fait part de sa joie partagée d'effectuer cette première visite de travail à Londres dans un contexte historique aussi symbolique pour nos deux Royaumes et qui est surtout porteur de beaucoup d'acquis positifs pour un avenir commun encore plus prometteur. Réaffirmant l'engagement du Maroc et ses ambitions pour la consolidation de ce partenariat, M. Mezouar s'est dit convaincu que nous pouvions identifier de nouvelles opportunités de coopération, tant sur le plan bilatéral qu'au niveau régional, citant notamment les possibilités de coopération triangulaire au niveau de l'Afrique de l'Ouest.

QUESTION NATIONALE:

- **M. Hague** a affirmé que son pays reconnaissait pleinement les efforts consentis par le Royaume en faveur de la résolution de ce différend et sur divers aspects d'intérêt pour le Royaume Uni. Evoquant les droits de l'homme, il a affirmé que « le meilleur moyen de répondre aux appels à un monitoring est de démontrer clairement ce que vous faites dans ce domaine ». Il s'est ainsi félicité de l'accès accordé aux Rapporteurs Spéciaux de l'ONU et de l'interaction de plus en plus libre de la Minurso avec tous ses interlocuteurs pertinents, avant de s'enquérir sur la perspective d'une visite du Haut Commissaire des droits de l'Homme qu'il « a cru comprendre pourrait se réaliser au cours de l'année prochaine ». Il a également exprimé son intérêt de son Département de se renseigner sur les perspectives envisagées au cours de 2014 sur ce dossier.
- **M. Mezouar** a rappelé l'engagement constant du Maroc au processus politique mené sous l'égide de l'ONU et a insisté sur l'importance primordiale qui doit être accordé à son avancement. S'agissant des thématiques spécifiques des droits de l'homme et des ressources naturelles, M. Mezouar a commencé par souligner l'instrumentalisation abusive qu'en faisaient nos adversaires, avant de présenter à la partie britannique l'approche et les efforts de notre pays dans ces domaines.

Il a ainsi fait part des éléments suivants sur les ressources naturelles:

- Le développement des Provinces du Sud ne doit pas rester tributaire de la lenteur du processus de négociations et le Maroc démontre cela concrètement en optant de mettre en œuvre la phase pilote de son Plan de Régionalisation dans ces provinces.

- Le contexte particulier dans les Provinces du Sud fait que les investissements privés ne sont pas assez développés et l'Etat doit fournir un effort considérable pour en assurer le développement, en dépensant 2 milliards de dollars par an, sur lesquels le retour de recettes se situait entre 80 à 100 millions de dollars.
- Concernant les questions des bénéfices apportés aux populations locales, il a été souligné que ce sujet a été très politisé par nos adversaires qui n'ont cessé de déformer la réalité. M. Mezouar a ainsi expliqué que l'exploitation des ressources naturelles est en grande partie assurée par les Sahraouis et s'agissant des phosphates en particulier, il a noté que les réserves situées dans les provinces du Sud ne représentaient pas plus de 2% de l'exploitation nationale.
- La vision Royale pour le développement des Provinces du Sud s'inscrit dans l'approche globale et inclusive voulue par Sa Majesté Le Roi à travers le Plan de Régionalisation avancée dont l'objectif est de préparer et accompagner les populations locales à s'assumer et prendre la responsabilité du développement de leurs régions respectives.

S'agissant des droits de l'Homme, M. Mezouar a fait part des explications ci-après :

- Le Maroc assure la promotion des droits de l'Homme par ses propres mécanismes, en pleine adéquation et interaction avec les mécanismes internationaux. Des efforts considérables sont dévoués au développement et à la modernisation des mécanismes nationaux sur l'ensemble du territoire national et des annonces significatives sont encore prévues, au cours des prochains mois, liées notamment au renforcement du rôle et de l'action du CNDH sur le terrain.
- Ces efforts s'inscrivent dans la durabilité et pour cela, on ne peut imposer de telles réformes dont le succès dépend de notre capacité à en assurer une appropriation à même de faire évoluer les mentalités et changer le comportement et les réflexes des gens.
- Les forces de l'ordre et institutions marocaines doivent apprendre à gérer l'exploitation et les provocations médiatisées orchestrées à l'occasion de chaque visite dans les provinces du Sud par des délégations étrangères.
- Ce constat n'empêche pas qu'il faut rendre justice au Maroc pour ses efforts significatifs en faveur des droits de l'Homme et arrêter d'être aussi complaisants avec d'autres pays qui restent figés dans leurs positions anachroniques. Cela a notamment été le message livré par Sa Majesté Le Roi lors de sa rencontre à Washington avec le Président Obama. Concrètement, cela implique notamment de regarder de plus près la situation dans les camps de Tindouf, en commençant par un recensement des populations.
- Le Royaume Uni a manifesté son soutien aux efforts du Maroc en faveur des réformes de droits de l'Homme et nous espérons pouvoir continuer de compter sur l'aide britannique pour la promotion d'une véritable culture des droits de l'Homme au Maroc, faite par les Marocains, pour tous les Marocains.

QUESTIONS RÉGIONALES:

➤ MALI / SAHEL :

- **M. Mezouar** a exprimé tout l'intérêt que porte le Maroc à la stabilisation du Mali et du Sahel, mettant en exergue l'engagement personnel de Sa Majesté le Roi sur ce dossier. Il a insisté sur l'importance accordée au maintien du dialogue politique entre Bamako et le nord du pays, notant qu'une rupture de ce dialogue signifierait un retour inévitable des tensions.

M. Mezouar a plus généralement évoqué la fragilité des Etats sahéliens et les menaces émanant de réseaux d'intérêts mafieux, agissant en collusion avec les terroristes d'Al Qaida, comme autant de facteurs ayant aggravé l'insécurité régionale. Aussi, a-t-il insisté sur le besoin d'accompagner le Mali et ses voisins dans leurs efforts pour renforcer leurs capacités institutionnelles et répondre à ces menaces.

M. Mezouar a également insisté sur la nécessité d'adresser les causes profondes de la crise au Sahel, citant la pauvreté et le manque de perspectives des populations comme des priorités sur lesquelles nous devons également nous pencher plus sérieusement, en parallèle aux impératifs sécuritaires. Il a expliqué que la crise actuelle était source de problèmes, certes, mais pouvait aussi être l'occasion de créer de nouvelles opportunités pour le développement socio-économique des pays de la région, sachant que les Gouvernements centraux ne pouvaient y répondre seuls eu égard à l'énormité de ce défi humanitaire.

M. Mezouar a expliqué que la nécessité de nourrir l'espoir des populations et les encourager à croire en des lendemains meilleurs animait la politique d'aide du Royaume en faveur des pays africains, notant que la démarche prônée a cet effet par Sa Majesté Le Roi avait toujours été d'investir dans des projets concrets d'aide au développement, plutôt que de verser directement des fonds aux gouvernements centraux.

M. Mezouar a par ailleurs souligné l'importance de la dimension religieuse dans la gestion du Sahel, rappelant le rôle important et l'influence considérable de Sa Majesté Le Roi en sa qualité de Commandeur des Croyants. Il a fait part des efforts du Maroc pour contrer les velléités extrémistes par la promotion d'un Islam tolérant et ouvert, à l'instar de ce qui se pratiquait au Maroc et traditionnellement dans la région. Il a signalé qu'il fallait aussi veiller à faire la part des choses en ce qui concernait le rôle des idéologies extrémistes que certains réseaux mafieux utilisaient comme couverture pour mener leurs activités illégales.

- **M. Hague** a affirmé qu'il existait une large convergence de vues entre nos deux pays sur le Sahel et a tenu à rendre hommage au leadership du Maroc, aussi bien sur cette question que sur d'autres questions internationales, notant que la contribution marocaine ne se limitait pas à ses actions de soutien, mais incluait aussi son rôle en tant que modèle de réforme démocratique et d'évolution pacifique. Il a affirmé que cela faisait un autre facteur commun qui rapprochait nos analyses sur ces questions, nos deux pays ayant évolué dans la stabilité grâce au rôle légitime de nos Monarchies.

M. Hague a convenu qu'il fallait œuvrer d'urgence au renforcement des institutions étatiques des pays du Sahel, notant que « ce qui s'est passée au Mali aurait facilement pu survenir ailleurs ». Pour cette raison, le Royaume Uni avait décidé d'agir sur la base d'une stratégie globale touchant toute la région, compte tenu de la similarité et de l'imbrication des problèmes confrontés par les Etats sahéliens. M. Hague a rappelé que cette stratégie était sous la responsabilité de l'Envoyé Spécial du Premier Ministre pour le Sahel, M. Stephen O'Brien, qui avait été chargé de représenter le Gouvernement britannique à la 2ème Conférence ministérielle régionale sur la Sécurité des Frontières, tenue à Rabat les 13-14 Octobre 2013.

➤ LIBYE :

- **M. Hague** a évoqué, dans le sillage des échanges sur le Sahel, la préoccupation persistante de son pays par rapport à la déchéance de la situation en Libye. Il a rappelé l'étendue de l'engagement britannique dans ce pays atteignant actuellement la valeur de 60 millions de Livres d'aide. Il a néanmoins fait part de problèmes dans la mise en œuvre de ce soutien, citant la formation offerte à 2000 soldats libyens dans les académies militaires britanniques, mais qui peinait à être réalisée à cause du « manque de réactivité des autorités libyennes », qu'il a qualifié de « grande source de frustration » pour Londres.

M. Hague a évoqué le « sentiment d'urgence » ressenti à Londres sur les complications en Libye, citant les divers efforts de son Gouvernement pour tenter d'adresser ces préoccupations, dont :

- Sur le plan politique, les consultations tripartites, tenues le 23 Novembre courant à Londres, avec son homologue américain John Kerry et le Premier Ministre libyen Ali Zeidan, pour encourager ce dernier à œuvrer plus fermement à dépasser le blocage du processus de transition et se mettre d'accord sur une feuille de route politique entre le Congrès National et les tribus.

- Au niveau des l'ONU, Londres œuvre activement à l'établissement d'un Programme de désarmement (*Arms Decommissioning Programme*) visant à offrir des incitations matérielles pour encourager le désarmement des milices.

- S'agissant de la coordination des efforts internationaux, Londres travaille sur les préparatifs d'une prochaine Conférence sur la Libye, qui rassemblera en Février 2014, à Rome, les pays les plus impliqués dans la gestion du dossier libyen.

M. Hague a, dans ce cadre, salué les contributions positives du Maroc en faveur de la stabilisation de la Libye, notamment en abritant la Conférence sur la sécurité des frontières, qui représente une thématique prioritaire, en parallèle aux efforts fournis pour le renforcement des capacités administratives du Gouvernement libyen. Il a fait part de la volonté de son pays de coopérer plus étroitement avec le Maroc sur ces aspects, estimant que notre pays avait une compréhension de la société libyenne pouvant enrichir la perspective britannique et assurer la complémentarité de nos efforts en soutien à la Libye.

- **M. Mezouar** a rappelé l'engagement ferme du Maroc en faveur de la résolution de la crise libyenne. Il a cité parmi les divers facteurs qui aggravent la situation en Libye le manque de confiance entre le Premier Ministre Zeidan et son entourage, ainsi que l'absence de structures étatiques faisant qu'il n'existait aucun relais aux actions de l'exécutif sur le territoire libyen.

M. Mezouar a souligné que le cœur du problème libyen était restait encore à construire la notion de l'Etat. Il importait donc de comprendre que la tenue d'élections et la nomination d'un pouvoir exécutif restent insuffisants pour assurer la transition démocratique du pays et sa sureté. M. Mezouar a ainsi estimé qu'il fallait réfléchir aux moyens d'aider le Premier Ministre libyen à arriver à conclure un arrangement politique, même dans le cadre d'une logique tribale, qui puisse stabiliser le pays.

➤ **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :**

- **M. Mezouar** a informé M. Hague des efforts du Maroc pour aider à résoudre la crise en RCA, comprenant l'envoi de 570 militaires en réponse à la demande de l'ONU. Se référant aux perspectives d'une éventuelle intervention militaire française, M. Mezouar a noté qu'il existait des craintes quant au risque de sérieuses répercussions sur les pays de la sous-région, citant la Guinée Bissau et la Guinée Equatoriale comme des foyers potentiels de risque sécuritaire qu'il fallait aussi veiller à préserver.
- **M. Hague** a salué l'assistance militaire contribué par le Maroc pour stabiliser la RCA et a affirmé que le Gouvernement britannique était actuellement en train d'examiner les possibilités d'un soutien britannique au leadership de la France sur ce dossier, notant que Paris avait un rôle important dans cette région, alors que Londres avait plutôt focalisé son leadership sur l'Afrique de l'Est et particulièrement en Somalie, où le Gouvernement britannique était engagé à plusieurs niveaux, allant du paiement des troupes africaines de l'UA, à la normalisation des relations avec le Gouvernement de Mogadiscio. Il a ainsi souligné que le Royaume Uni avait été le premier pays à rouvrir son Ambassade dans la capitale somalienne et continuait d'investir beaucoup d'efforts dans la coordination des efforts internationaux pour la stabilisation de la Somalie, notamment à travers la Conférence des donateurs pour la Somalie qui se tient annuellement à Londres. Ceci dit, M. Hague n'a pas manqué de remarquer que l'actualité récente en Afrique avait obligé Londres à s'intéresser de plus près à l'Afrique de l'Ouest, mais que cela n'impliquait pas plus qu'un rôle de soutien en partenariat avec la France.

➤ **SYRIE :**

- **M. Hague** a briefé la délégation marocaine sur les préparatifs de la 2ème Conférence de Genève qui doit se tenir le 22 Janvier 2014. Il a fait part des efforts du Royaume Uni pour convaincre la Conseil National Syrien d'y participer en les persuadant que « ce processus (de dialogue) est nécessaire et représente une réelle opportunité pour eux ». Il a admis que la Communauté internationale n'avait pas de recette pour assurer le succès de la transition syrienne et que l'objectif premier était donc de commencer par rassembler l'opposition et le régime syrien autour de la même table pour négocier les prémisses d'une transition démocratique et un accord de paix et ce, sur la base des paramètres identifiés lors de la 1ere Conférence de Genève.

M. Hague a réitéré l'inquiétude de Londres sur la dégradation de la situation sur le terrain, ce qui rendait la perspective de négociations encore plus difficile. Il a cité quelques exemples de l'aide logistique et humanitaire apportée par son pays aux forces d'opposition syrienne dont la valeur, depuis le début du conflit, a aujourd'hui atteint 500 millions Livres, faisant de la Grande Bretagne le 2eme donateur pour la Syrie. Cette aide comprend un soutien pratique aux forces de l'opposition, comprenant surtout du matériel de communication. Londres accompagne également le Conseil National Syrien dans ses actions de coordination et de médiatisation.

M. Hague a remercié le Maroc pour son appui en faveur d'une résolution du conflit syrien et a sollicité notre soutien pour aider à persuader l'opposition syrienne de prendre part à Genève II. Il a enfin noté que du coté du régime Al Assad, il y avait une volonté de négociation, mais aussi un noyau dur d'intransigeance parmi l'élite faisant partie de la garde rapprochée du Président.

- **M. Mezouar** a fait part à la partie britannique des résultats de la dernière réunion de la Ligue Arabe sur la crise syrienne, au cours de laquelle une évolution significative avait été enregistrée en faisant accepter le principe d'une coordination entre *les* oppositions syriennes. Ce changement d'approche n'était pas apparent mais son importance sous-tendait toute logique de dialogue et de négociations. Il a néanmoins noté que si les groupes d'opposition semblaient se diriger vers les négociations, les milices de l'Armée Syrienne Libre se maintenaient dans une position plus rigide.

Evoquant les récentes discussions sur le sujet entre S.M. Le Roi et le Président Obama, M. Mezouar a affirmé que la volonté de Washington d'assurer le départ du Bachar Al Assad imposait aussi de pouvoir proposer des alternatives et au reste de son régime, chose que la Russie exigeait. Moscou demandait aussi des assurances quant à la sécurité d'Al Assad et sa famille, ainsi que pour l'ensemble de la Communauté Alawite. Il a ainsi noté que les perspectives d'avancer vers la table de négociations restaient suspendues à la nécessité d'apporter des réponses à ces questions. L'autre interrogation importante posée par M. Mezouar était de savoir avec qui exactement l'Opposition syrienne devait négocier le 22 Janvier prochain à Genève, réitérant le rôle important de Moscou pour aider à trouver des réponses et solutions à l'ensemble des questions précitées.

M. Mezouar a évoqué l'aide directe apportée pour le Maroc sur le terrain en Syrie, dans le domaine humanitaire, à travers les hôpitaux militaires dont celui cédé par la France et qui avait été pris en charge par les équipes médicales marocaines. Il a toutefois affirmé que les efforts de la Communauté Internationale restaient insuffisants eu égard à l'aggravation de la situation sur le terrain et s'est interrogé si le Monde était capable de gérer le risque d'une radicalisation encore plus dangereuse en Syrie si l'échéance du 22 Janvier à Genève n'aboutissait à rien. Cela poussait également certains observateurs à se demander si nous n'étions pas en train de nous diriger vers une partition de la Syrie et cette perspective devait nous pousser à réfléchir sérieusement aux moyens de l'éviter.

➤ IRAN :

- **M. Hague**, qui revenait des négociations sur le dossier iranien tenues durant le weekend à Genève (23-24 Novembre 2013), s'est dit optimiste sur les avancées concrètes ayant entraîné une suspension des activités d'enrichissement de l'uranium iranien, chose qu'il a qualifié « d'inespérée il y a quelques mois ». Il a consenti que cela « n'était qu'un premier pas, mais un premier pas très important » qu'il fallait maintenir à travers des mesures d'incitation pour encourager le régime iranien à coopérer, comprenant notamment un allègement des sanctions économiques.

M. Hague a également évoqué les consultations sur ce dossier tenues depuis avec les pays du Golfe et notamment des homologues saoudien et émirati, pour les briefer sur les détails de l'accord conclu avec l'Iran. Il a affirmé que les détails fournis à ce sujet avaient « semble les rassurer », avant d'avouer qu'il restait à les « mettre de notre côté pour voir ce processus réussir ».

- **M. Mezouar** a convenu que l'attitude des pays du Golfe sur ce dossier serait déterminante et que l'Arabie Saoudite en particulier, semblait loin d'être rassurée et encore moins disposée à rester les bras croisés. Qualifiant l'accord obtenu auprès du régime iranien d'« encourageant », M. Mezouar a exprimé le soutien du Maroc à toute évolution pouvant créer une dynamique positive en vue d'un règlement diplomatique dont la valeur est d'autant plus importante pour conforter les forces modérées au sein de la société iranienne.

M. Mezouar a toutefois noté qu'il fallait rester conscient que ces développements ne signifiaient pas pour autant un changement de la stratégie iranienne, mais plutôt l'adoption d'une méthode différente pour poursuivre sa logique des 30 dernières années visant à asseoir son leadership régional. Il a ainsi expliqué que la stabilité future de la région reposait sur les moyens d'assurer l'équilibre entre les puissances iranienne, saoudienne, turque et israélienne et que la clé d'un tel équilibre était d'éviter de les placer dans des positions pouvant les mettre sur la défensive.